

Le Forum Madagascar sur la « Souveraineté Alimentaire » organisé par « La Coalition Paysanne de Madagascar » ou CPM s'est tenu du 17 au 19 Octobre 2006 à Antananarivo avec 350 participants représentant diverses organisations oeuvrant dans le domaine du développement. Les échanges d'opinions et les partages de réflexion ont été focalisés sur le thème : « **Terre, Alimentation saine, dignité et vie. Ensemble, dans la solidarité citoyenne, valorisons les ressources nationales au bénéfice de notre population** ».

Les participants au Forum sont :

- des représentants des organisations paysannes et des pêcheurs des 22 régions du pays,
- des représentants de la Chambre d'Agriculture ou Tranoben'ny Tantsaha,
- des représentants d'organisations économiques et des entreprises locales,
- des représentants d'organisations de la Société civile telles que ONGs, des syndicats des travailleurs, des organisations des femmes et des jeunes,
- une déléguée de Via Campesina Afrique,
- des représentants de l'Etat issus des divers départements ministériels.

Les participants au Forum ont exprimé la nécessité pour le pays de s'engager dans la « Vision Souveraineté Alimentaire » face au modèle néolibéral véhiculé par la mondialisation de l'économie. Le constat unanime de tous les participants au Forum a confirmé que « La Souveraineté Alimentaire est un Droit universel des peuples et une Responsabilité citoyenne » et devrait être immédiatement mise en œuvre par le biais de la solidarité des forces vives du pays face à une situation accélérée des affaires internationales sur l'économie et le commerce.

Il a été souligné dans les opinions exprimées par les participants que la politique néolibérale compte parmi les instruments qui ont détruit la « Souveraineté Alimentaire » des pays en développement ayant entraîné la grogne des paysans sur la chute des produits agricoles due aux pratiques de « dumping », la précarisation des entreprises nationales face à une concurrence non équitable, la perte des droits syndicaux des travailleurs due à la recrudescence du chômage et l'ancrage du phénomène de la malnutrition au niveau de la population en général.

Madagascar est un pays naturellement riche disposant d'énormes espaces fonciers convoités par les investisseurs étrangers. Mais, cette ressource est sous-exploitée, car 80% de la population qui sont des ruraux et rurales n'ont pas les capacités suffisantes de valoriser les terres d'une façon rationnelle faute d'une volonté politique de facilitation de l'accès des paysans aux ressources fondamentales de l'agriculture : terre, eau d'irrigation, semences de qualité, technologie, crédit et marché. La crainte majeure des participants au Forum est que si le pays ne s'achemine pas promptement vers une réforme agraire qui favorise l'accès des producteurs nationaux à la terre face au phénomène de délocalisation des entreprises étrangères pour

s'installer dans les vastes espaces fonciers les plus fertiles du pays, nos producteurs auront vu cette ressource la plus importante de l'économie nationale léguée entre les mains des transnationaux qui imposeront leurs règles sur les conditions des travailleurs et sur les prix des produits des paysans.

La politique néolibérale et le phénomène de paupérisation qui en découle dans les pays en développement a favorisé la perte de la « Souveraineté Alimentaire » sur les aspects économique, social, culturel et écologique des pays.

La « Souveraineté Alimentaire » désigne le Droit des populations, de leurs pays ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis – à – vis des pays tiers.

Ainsi, a-t-il été insisté au Forum de :

1. Prioriser la production agricole des paysans pour l'alimentation de la population, l'accès des paysans et des sans - terre au foncier pour améliorer leurs conditions de vie, l'accès à l'eau d'irrigation, aux semences de qualité, au crédit, une réforme agraire qui favorise les producteurs nationaux à l'accès à la terre, la lutte contre l'introduction des OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) et des semences hybrides qui présentent un danger de pollution de l'ensemble des semences locales.

2. Veiller au respect des Droits des paysans à produire des aliments et le Droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer et qui et comment le produit.

3. Veiller au respect du Droit des Etats à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix.

4. Renforcer la participation des populations aux choix de politique agricole.

5. Veiller au respect des femmes rurales qui assument des responsabilités énormes dans la production agricole et alimentaire.

6. Dénoncer l'inclinaison du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale (BM) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en faveur des intérêts des pays nantis et des grandes firmes transnationales pour imposer leur politique sur celle des petits pays en développement.

7. Soustraire les secteurs de l'Agriculture du cadre des négociations dans l'OMC et les transférer sous la responsabilité de la FAO.

8. Prioriser le développement de l'Agriculture familiale en milieu rural.

Les participants au Forum se sont penchés en travaux de commission sur un développement rapide de la « Vision Souveraineté Alimentaire » et ont proposé les priorités nationales suivantes face au contexte actuel de la mondialisation de l'économie.

Aspects économiques de la Souveraineté Alimentaire

- Suivi rigoureux des activités d'octroi de certificat foncier et de titre foncier pour éviter les actes de corruption.
- Renforcement de la mobilisation sociale au niveau des populations rurales sur le foncier, facilitation d'accès des producteurs locaux au foncier et facilitation d'accès des paysans aux ressources fondamentales de l'Agriculture pour disposer des capacités suffisantes dans la valorisation des terres.
- Intensification des actions de renforcement des capacités des paysans et des organisations paysannes en matière de production de semences améliorées pour être en mesure de satisfaire les demandes nationales en semences et lutter contre l'importation de semences OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) et de semences hybrides.
- Appui financier conséquent au Centre National des Recherches Agronomiques (FOFIFA) dans les travaux de recherche en semences et dans la vulgarisation des résultats obtenus auprès des paysans producteurs.
- Suivi rigoureux du PSDR (Projet de Soutien au Développement Rural) pour s'assurer des impacts directs sur les paysans qui en ont réellement besoin.
- Appui conséquent à l'intensification rapide de la production rizicole par le biais d'une campagne de vulgarisation des techniques écologiques efficaces et compatibles aux évolutions des cultures et des expériences traditionnelles pour être en mesure de satisfaire aux demandes locales en riz et pouvoir développer l'exportation de ce produit.
- Insertion de la notion de développement rural dans les programmes scolaires à partir des classes primaires.
- Collaboration étroite entre techniciens agricoles et paysans producteurs, d'une part et chercheurs, partenaires financiers et paysans producteurs, d'autre part.
- Intensification du renforcement des capacités des paysans producteurs et des organisations de producteurs en matière de normes et qualité des produits.
- Intensification des constructions de petites infrastructures (réseaux d'irrigation, magasins de stockage) pour pouvoir développer la production rizicole.
- Facilitation d'accès au crédit pour les initiatives locales de développement des techniques et systèmes d'irrigation.
- Vulgarisation et facilitation d'accès au crédit pour le développement de la mécanisation agricole performante telle que tracteur, mini - tracteur et attelage animal selon les besoins des paysans et les conditions physiques locales.
- Catégorisation des institutions financières pour l'accès des paysans au crédit et non pas uniquement pour les opérateurs économiques.
- Valorisation et appui aux institutions financières traditionnelles auto – gérées par les organisations paysannes.
- Appui particulier au développement du mouvement coopératif des paysans en matière d'accès au crédit pour améliorer les services d'approvisionnement des producteurs agricoles en intrants et la commercialisation des produits sur les marchés intérieur et d'exportation.
- Appui au renforcement des capacités des producteurs, des organisations de producteurs et des entrepreneurs en matière de transformation des produits agricoles suivant normes et qualité pour développer les marchés intérieur et d'exportation.

- Appui aux pêcheurs traditionnels et artisanaux dans l'amélioration de leur production de leur sécurité en mer dont accès au crédit pour les équipements de pêche, mise en place d'infrastructures de conservation des produits. Surveillance rigoureuse contre la razzia et la surexploitation des ressources marines opérées par la pêche industrielle. Protection de la zone de 2 miles réservée à la pêche traditionnelle et artisanale. Mise en place d'un Secrétariat d'Etat à la Pêche pour s'occuper plus efficacement de l'application de la loi maritime en vigueur.
 - Renforcement de la sécurité publique en milieu rural pour permettre aux paysans et aux familles paysannes de produire dans la sérénité.
 - Protection des produits locaux par l'Etat et les citoyens face aux importations massives de produits alimentaires par la pratique du dumping.
 - Correction de la politique de l'Etat qui favorise l'importation massive de riz des pays d'Asie pour réguler les prix des produits locaux par un appui plus conséquent de l'intensification de la riziculture locale.
 - Défense des intérêts paysans et non pas uniquement des opérateurs économiques nationaux dans les négociations bilatérales ou multilatérales sur les Accords de Partenariat Economique (APE), dans le processus de l'intégration régionale du SADC (Southern Africa Development Community) et du COMESA (Common Market of Eastern and Southern Africa) ainsi qu'au niveau de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).
 - Insertion de la Société civile à participer dans les négociations sur les Accords de Partenariat Economique (APE).
-

Aspects sociaux de la Souveraineté Alimentaire

- Réflexion sur la mise en place de pré - scolaire dans les écoles publiques rurales.
- Renforcement urgent des instituteurs et de leurs compétences pour les écoles publiques en milieu rural pour réduire la différence flagrante de niveaux d'instruction entre populations rurales et populations urbaines.
- Renforcement des actions et de la mobilisation sociale d'alphabétisation en milieu rural avec la participation active des organisations paysannes.
- Intensification de la mise en place d'infrastructures de production d'énergie électrique en milieu rural pour favoriser le développement de la transformation des produits agricoles, la création d'emplois et l'élimination des actes de banditisme.
- Reconsidération du respect des Droits syndicaux et des Droits des travailleurs dans les entreprises franches et dans les entreprises agricoles nationales et étrangères. Développement du dialogue permanent travailleurs et employeurs pour l'amélioration du

climat social dans les entreprises.

- Renforcement de la mobilisation sociale sur le respect des Droits de la femme et contre les violences que subissent les femmes dans leurs foyers et dans la société.
 - Appui aux initiatives de migration des jeunes ruraux vers les vastes espaces fonciers exploitables en matière d'accès au crédit, d'infrastructures économiques et sociales et de protection contre les actes de banditisme en milieu rural.
 - Appui aux initiatives des jeunes entrepreneurs dans la création d'emplois.
 - Renforcement de l'intensification de mise en place d'infrastructures d'eau potable en milieu rural gérées par les organisations paysannes.
 - Refus catégorique de la privation de la JIRAMA (Société d'Etat de Distribution d'Eau potable et d'Énergie électrique) qui est un patrimoine national stratégique et ressource publique dont dépend essentiellement la vie de la population.
 - Appui aux initiatives privées d'exploitation des ressources énergétiques renouvelables en milieu rural.
 - Mobilisation des secteurs privés dans l'émulation sur l'exploitation des ressources énergétiques renouvelables notamment en milieu rural.
-

Aspects culturels de la Souveraineté Alimentaire

- Formation et éducation des citoyens pour l'amélioration des arts culinaires malagasy respectant les normes sanitaires et la qualité des produits alimentaires.
- Renforcement de l'éducation sanitaire et nutritionnelle des citoyens.
- Valorisation des arts culinaires malagasy sur les marchés du tourisme.
- Développement du tourisme durable intégrant les populations locales dans les services d'informations et d'échanges avec les touristes et dans les services d'hébergement / restauration.
- Appui à l'accès des produits locaux et des arts culinaires malagasy à la publicité dans les services publics de communication.

□ Aspects écologiques de la Souveraineté Alimentaire

- Mise en place d'institutions soutenues et de pactes sociaux au niveau local et au niveau communal pour s'occuper essentiellement de la lutte contre les feux de brousse et les campagnes de reboisement. Renforcement de la vigilance locale et la sécurité publique pour lutter contre les actes de banditisme en milieu rural.

- Distribution équitable, accompagnée de suivi rigoureux, des espaces fonciers destinés au reboisement. Renforcement des capacités des paysans et des organisations paysannes en matière de production de pépinières, de protection de semences naturelles et de conservation des sols.
- Encouragement et appui à la promotion de l'Agriculture biologique et à l'Agriculture privée d'engrais chimique par le biais d'une assistance technique conséquente et d'appui à la recherche de débouchés sur les marchés intérieurs et d'exportation.
- Formation de paysans professionnels dans la fabrication de composts à cycle court.
- Formation intensive des paysans et appui aux initiatives de production d'énergies renouvelables et de substitution du charbon de bois et des bois de chauffe pour réduire la destruction de nos ressources forestières.

Appel de la CPM aux forces vives et aux citoyens du pays.

« Face aux politiques néolibérales qui favorisent des règles commerciales internationales non équitables ayant détruit les économies des pays en développement et ayant précarisé davantage les conditions de vie et de travail des citoyens, cessons les conflits et guerres d'intérêts entre opérateurs et producteurs nationaux et donnons-nous les mains dans la solidarité citoyenne, dans le respect mutuel pour une répartition plus équitable des ressources et des intérêts pour sauvegarder la Souveraineté Alimentaire du pays dans tous ses aspects : politique, économique, social, culturel et écologique. Chers citoyens consommateurs, protégeons ensemble les produits locaux et les entreprises malagasy face aux importations massives de produits alimentaires qui pratiquent le dumping ». □

Fait à Antananarivo, le 19 Octobre 2006